

Entre démarche historique et éducation permanente. Hommage à Jean-Pierre Nandrin

Marie-Thérèse Coenen

Il y a un an, le 11 décembre 2012, nous nous retrouvions sur le parvis de l'église du Sacré Cœur à Woluwé Saint-Lambert, surpris et choqués par le départ inopiné de Jean-Pierre Nandrin. Nous, ce sont ses collègues et amis de Louvain, des collaborateurs et collaboratrices de La Fonderie et moi-même, pour le CARHOP. Tous, nous nous sommes impliqués dans des «projets» où Jean-Pierre s'est investi. Les questions sur lesquelles il planchait avec ses amis et collègues, restent d'actualité : comment articuler le métier d'historien et l'engagement social ? Comment faire de l'histoire, un outil d'émancipation ? Comment la communiquer pour que chacun et chacune puissent se l'approprier pour comprendre le présent ? Pour lui rendre hommage, j'ai tenté de comprendre le lien entre la démarche d'historien telle que la portait Jean-Pierre Nandrin et ses amis, et, la démarche d'éducation permanente. Cela m'a amené à retracer son parcours d'historien engagé depuis la fin de ses études jusqu'au début des années 80. Une rencontre avec Guy Lemaire, Pierre-Paul Dupont et Marie-Sylvie Dupont-Bouchat a permis de remonter aux sources avec la création du groupe Clio 70. L'étape suivante me conduisit dans les archives des Équipes populaires pour comprendre l'articulation entre ce groupe Clio 70 et les Équipes populaires (EP). Ce lien, c'est Jean-Pierre Nandrin et Guy Gossuin ainsi qu'une exposition : «L'histoire ouvrière, c'est notre affaire», présentée en octobre 1977, à Natoye. Ce travail de mémoire nous ramène aux fondamentaux de la démarche historique adoptée par le CARHOP, Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire, mais aussi La Fonderie, Musée de l'industrie et du travail de la région de Bruxelles. Aujourd'hui, ces deux institutions sont reconnues, subventionnées et installées durablement dans le paysage socio-culturel mais elles restent marquées par les options prises à leur origine auxquelles Jean-Pierre a grandement contribué.

Le groupe Clio 70

En 1968, l'Université de Louvain, préoccupée plutôt des suites des manifestations du «Walen buiten» de 1966, ne connaît pas la même agitation estudiantine qu'à Paris, Bruxelles ou à Liège¹.

Au département d'histoire de la Faculté de philosophie et lettres, c'est l'époque de professeurs mandarins qui ont tout à dire et des étudiants, peu ou pas grand-chose. Jean-Pierre Nandrin est étudiant dans la section Histoire des temps modernes, où il côtoie les assistants Guy Lemaire², Pierre-Paul Dupont³ et André Vanderborght⁴. Même si une partie de leur charge est d'encadrer les travaux et séminaires, ces derniers constatent l'énorme gaspillage de temps et le manque d'efficacité des recherches qu'ils mènent. Leurs dépouillements s'accumulent dans les tiroirs. À quoi cela sert-il de faire de l'Histoire ? Pour qui ? Quel retour à la société qui finance tout cela ? Quel est le sens de leur travail ? Ces questions, ils en débattent entre eux, avec leurs étudiants. Jean-Pierre est l'un d'eux. Les tensions se multiplient entre les scientifiques et un corps professoral qui se sent critiqué ce qui aboutit à la mise en place d'une tripartite Étudiants-Académique et assistants comme lieu de concertation et de négociation.

1. J-L. LUXEN, B. FRANCO (dir.), «Mai 68 à Louvain et après ?» dans *Louvain. Bimestriel de l'université catholique de Louvain*, avril-mai 2008, n° 173, p. 21

2. Guy Lemaire, Historien, assistant à l'UCL de 1968-1972 Il sera ensuite professeur d'histoire et d'histoire de l'art à l'Institut Saint Luc jusqu'à sa retraite .

3. Pierre-Paul Dupont, Historien, assistant à l'UCL de 1966-1978. Il sera ensuite professeur d'histoire et d'histoire de l'art et directeur à l'Ecole Sainte Marie, à 1060 Bruxelles jusqu'à sa retraite.

4. André Vanderborght, Historien, assistant à l'UCL de 1966 à 1972, enseignant ensuite au collège Saint Hubert, à Auderghem.

Dans ce contexte tendu, Albert D'Haenens, médiéviste, chargé de cours à l'UCL et archiviste de l'institution depuis 1964, apparaît à ce moment, comme une personne d'ouverture, en questionnement également sur le sens de l'apprentissage de l'histoire :

«En 1967, je fus appelé à donner un enseignement de théorie et de critique historique à des jeunes qui ne se destinaient pas à l'exercice professionnel de l'histoire. On leur proposait cette matière parce qu'elle était indispensable, semblait-il, à leur formation générale. Je sentis resurgir à cette occasion, avec véhémence, toute une interpellation sur le statut scientifique et social de mon métier et de ces pratiques. Au nom de qui parle l'historien ? De quel homme parle-t-il ? De quel droit interpelle-t-il les jeunes, les engage-t-il dans une démarche rétrospective ? Dans d'autres cours, devant des futurs historiens, cette fois-ci, je constatais que certains étudiants de la génération 1968 y étaient sensibles. Il est vrai qu'ils participaient à ce souffle novateur qui, une fois retombées ses poussées fiévreuses, est réellement pour ceux qui le veulent et particulièrement à l'université de Louvain, fondateur des mutations universitaires de ce temps».⁵

Après quelques contacts informels, le 26 novembre 1970 un groupe de recherche, **Clio 70** est constitué. En font partie : Guy Lemaire, Pierre-Paul Dupont, Guy Zelis, Jean-Pierre Nandrin, Pierre Sauvage, Jacques Degeye. Albert d'Haenens assume la présidence. Ils sont universitaires, historiens-enseignants ou étudiants de seconde licence en histoire.

Le groupe Clio 70⁶ est un lieu de réflexion sur le métier de l'historien. Comment faire l'histoire ? Quelle histoire ? Pour qui ? Pour quoi ? Les réunions sont hebdomadaires. Guy Lemaire évoque un «phalanstère de réflexion et une communauté d'analyse». Il s'agit d'ouvrir portes et les fenêtres de la recherche académique tant dans les sujets abordés que sur les manières de la dire. L'histoire doit pouvoir apporter une réponse à ceux qui interpellent le passé. Il faut la rendre accessible à tous avec la rigueur de la démarche scientifique et un souci permanent de communication. La démarche est collective ce qui rompt avec les pratiques universitaires fortement individualisées. Ce travail en équipe, affirmé dès le départ, met en œuvre les principes de l'autogestion et de l'autofinancement. Il s'agit de répondre à une demande réelle dont le prix négocié sera le reflet de l'utilité sociale de ce qui a été fait. Cette approche suppose de fait, du bénévolat et de la disponibilité : «être capable au départ de toute action, de tout projet, d'un supplément d'âme, d'effort et d'engagement»⁷. Ils s'y engagent avec enthousiasme : enfin, faire une histoire qui répond à des besoins sociaux ce qui était une des thèses de mai 68 !⁸

Le groupe Clio 70 se donne une charte où il précise ses objectifs et les valeurs qu'il défend. Ce document laisse transparaître l'influence du structuralisme (théorie de la trace), de l'apport conceptuel des autres sciences humaines (concept de classes sociales, approche marxiste dominés et dominants) ou des approches méthodologiques (sociologie du quotidien, anthropologie sociale). C'est le contexte intellectuel des années septante.

5. A. D'HAENENS, *Pour une éducation permanente dans une université ouverte. Le groupe CLIO70 et le Centre de Recherches sur la Communication en Histoire de l'Université de Louvain*, UCL, Faculté de philosophie et lettre. Département d'histoire, 1975, p. 3 (Publication n° 1)

6. Du côté des archives de l'UCL, il n'existe rien concernant le CRCH. Guy Zelis m'a signalé avoir conservé les comptes-rendus de toutes les réunions de travail du groupe CLIO 70. Leur lecture apporterait certainement des informations intéressantes sur les débats et les orientations prises.

7. A. D'HAENENS, *Pour une éducation permanente dans une université ouverte. Le groupe CLIO70 et le Centre de Recherches sur la Communication en Histoire de l'Université de Louvain*, UCL, Faculté de philosophie et lettre. Département d'histoire, 1975, p. 4 (Publication n° 1)

8. Entretien avec Pierre-Paul Dupont, Guy Lemaire et Sylvette Dupont-Bouchat, 16 janvier 2013.

Une histoire et des historiens pour tous

Une histoire qui n'exclut ni ne privilégie des thèmes, des périodes ou des techniques, mais qui soit une réponse à ceux qui interpellent leur passé.

Une histoire conçue comme démarche mise à la portée de tous les hommes qui désirent aboutir au sein des survivances, des vestiges, des traces, des acquis, des hérédités qui ne cessent de les inquiéter dans la mesure même où ils ne les comprennent plus.

Une histoire qui soit une sémantique débouchant sur le sens de tout ce dont les séismes culturels et les ruptures de civilisation n'ont pu avoir entièrement raison et qui marque nos paysages et nos quotidiennetés gestuelles, verbales, visuelles, et mentales au point de devenir dans nos environnements physiques et mentaux des points d'interrogation inscrits sans réponse sur des horizons inquiétants.

Une histoire des dominants. Mais aussi une histoire des dominés. Surtout des dominés parce que tout reste encore à faire pour cette histoire-là et que jusqu'ici, l'histoire a compté si peu quand elle était celle du peuple et de l'homme quelconque qu'on veut convaincre de ce qu'il n'aurait rien, jamais rien apporté à l'évolution et au progrès : n'ayant rien fait, il n'aurait pas à s'en souvenir et n'aurait donc pas d'histoire.

Une histoire libérée du poids de la culture et de l'idéologie dominante à la portée de tous, de tous les hommes...

Des historiens qui apprennent aux hommes à conserver, mais aussi à créer des traces. À les transmettre et à les expliquer à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

Des historiens qui signalent aux hommes quelconques qu'il n'y a pas que les grandes familles qui peuvent se constituer des archives. Et que les archives des familles humaines n'intéressent pas que les historiens des mentalités et de la vie quotidienne, mais concernant d'abord et en tout premier lieu les familles elles-mêmes pour qui elles sont des outils d'identification et de désaliénation.

Bref des historiens qui tirent du non-être historique et rendent à la mémoire les gestes, les réalités humbles et modestes des hommes de tous les jours.⁹

Une première

L'opportunité de passer à l'acte se présente en 1971. A. d'Haenens, chargé de préparer un symposium sur *la religion dans l'histoire*,¹⁰ propose d'y associer le groupe de Clio 70. La demande porte sur l'analyse comparative de la place accordée à la religion dans les manuels scolaires européens¹¹, ce qui rencontre l'intérêt du groupe notamment :

- «l'intérêt pour la divulgation de l'histoire, notamment sous sa forme scolaire ;
- la nécessité d'analyser systématiquement le manuel scolaire en tant que facteur déterminant de formation et d'information dans un contexte institutionnel et social donné où l'enseignement est obligatoire et en tant que véhicule de connaissance et de modèles de comportement ;
- le souci constant d'apprécier le rôle joué par le facteur religieux dans l'histoire de notre civilisation ;
- l'attention permanente témoignée pour tout sujet d'actualité à contenu socio-culturel et à résonance européenne»¹².

Faisant suite à ce travail, les auteurs publient différents articles où l'accent est mis sur l'innovation de la méthode de recherche en groupe et la puissance de l'analyse comparée pour tirer des conclusions. Dans son papier qui paraît dans *Humanités chrétiennes*, Jean-Pierre est très critique. Dans les manuels étudiés, rares

9. A. D'HAENENS, *Pour une éducation permanente dans une université ouverte. Le groupe CLIO70 et le Centre de Recherches sur la Communication en Histoire de l'Université de Louvain*, UCL, Faculté de philosophie et lettre. Département d'histoire, 1975, p. 4. (Publication n° 1)

10. Ce symposium se tient à Louvain, du 21 au 23 septembre 1972.

11. Soit l'examen de 21 collections et de 66 manuels d'histoire. L'analyse comparative est publiée dans *La religion dans les manuels d'histoire. Recherche sur la façon dont la religion est traitée dans les manuels scolaires d'histoire utilisés par les établissements secondaires des États membres du Conseil de la Coopération culturelle du Conseil de l'Europe*, Louvain, 1972, 400 p.

12. J-P. NANDRIN, «En marge du symposium de Louvain sur la religion dans l'histoire. Pour une analyse critique des manuels scolaires», dans *Humanités chrétiennes*, nov-déc. 1973, n° 2, pp. 155-156.

sont les auteurs ou les équipes qui donnent leur définition des concepts mobilisés et explicitent les options philosophiques, historiques ou pédagogiques. Or, écrit-il «ce sont elles cependant qui confèrent à chaque manuel son originalité et sa valeur propre, précisément parce que l'historien n'est pas un simple révélateur d'événements apparemment objectif. Ne doit-il pas être aussi celui qui essaye, surtout devant des jeunes, de dégager le ou les sens possibles des successions d'événements qu'il présente dans un cours d'histoire ?»¹³

Pour le groupe Clio 70, cette première expérience est positive. D'autres demandes arrivent. En 1972, il reprend l'organisation des voyages culturels des historiens jusqu'alors animés par le professeur Léopold Génicot, avec comme destination, Saint-Jacques-de-Compostelle, séjour qui donne lieu à un montage audiovisuel pour promouvoir l'initiative. Dans la foulée, le groupe Clio 70 accepte la commande d'Arthur Haulot, Commissaire général au tourisme, de réaliser un guide sur le folklore de Belgique¹⁴.

«Il est temps que l'on cesse de considérer comme sous-culture ce que le peuple fait pour se définir et penser ses différences. Le groupe Clio 70 a estimé qu'il pourrait modestement contribuer à l'illustration de la culture populaire, non académique et non scolaire en traitant l'information folklorique avec les mêmes exigences et le même respect que les informations retenues pour l'histoire officielle». ¹⁵

Suivront la rédaction de cinq albums sur les abbayes et béguinages de Belgique pour les éditions ARTIS/HISTORIA, de beaux livres de vulgarisation dont les images s'obtenaient en échange des timbres. L'objectif scientifique et social du groupe est rencontré par la mise à la portée du plus grand nombre des notions «sur une histoire trop exclusivement connue d'un petit nombre alors qu'elle appartient à tous». ¹⁶

En vue du 550^e anniversaire de l'Université catholique de Louvain, la revue *Louvain* demande à Clio 70, des contributions visant à retracer la vie quotidienne des étudiants et professeurs, à diverses époques, et d'évoquer, par la plume et l'image des moments significatifs de celle-ci.¹⁷ Albert d'Haenens ouvre la série en retraçant succinctement l'évolution institutionnelle de l'université. Pierre-Paul Dupont analyse les divertissements des étudiants de Louvain vers le milieu du 18^e siècle et il conclut avec l'interrogation suivante : spectacle et alcoolisme ne sont-ils pas le reflet de la mauvaise qualité de l'enseignement à cette époque ? Guy Lemaire suit avec un papier sur Léon Degrelle, étudiant à Louvain entre 1925 et 1930, à un moment où encore proche de l'ACJB, il se lance dans l'édition de journaux étudiants qui rencontrent un franc succès. L'article bien documenté donne le portrait d'une génération louvaniste que Degrelle a incarnée pendant ces quelque cinq années, celles qui ont précédé les options définitives... Jean Pierre Nandrin s'empare des écrits de Norbert Cloquet, étudiant à l'Université d'État de Louvain, de 1831 à 1835 et raconte la vie quotidienne d'un étudiant en médecine à l'époque de l'indépendance belge. Dans ce papier, il souligne le manque d'études sur l'université d'État. L'histoire officielle se contente de retracer les décisions de transfert d'une université à l'autre, mais rien n'est dit sur les enseignants, les étudiants, sur les conditions du transfert, sur les réactions de la population louvaniste et sur la vie quotidienne des étudiants, et de plaider pour rassembler des sources comme «les documents iconographiques, textes littéraires, pièces statistiques et surtout mémoires et souvenirs de personnes qui sont passés par l'Université». ¹⁸

Les sujets sont différents, le traitement des données et l'édition font l'unité. Les auteurs optent pour une vulgarisation scientifique originale de qualité, «en soignant l'écriture, en présentant les sources et en éditant des extraits pour permettre au lecteur de prendre connaissance des matériaux rassemblés qui ont permis de

13. J-P. NANDRIN, «En marge du symposium de Louvain sur la religion dans l'histoire. Pour une analyse critique des manuels scolaires», dans *Humanités chrétiennes*, nov-déc. 1973, n° 2, pp. 154-169 et p. 154 et p. 169.

14. *Folklore de Belgique. Guide des manifestations et des musées*, Bruxelles, Nicole Servain, Difédit, 1974. De nouveaux membres rejoignent le noyau de départ : Alain Faniel, Jean Schmit, Gérard Bavay et Luc Roussel. Le groupe Clio 70 peut compter aussi sur des collaborations externes, dont Annie Eyckermans, épouse de Jean-Pierre Nandrin.

15. A. D'HAENENS, *Folklore de Belgique*, p. 8.

16. A. D'HAENENS (dir), *Abbayes et béguinages de Belgique*, réalisé par le groupe Clio 70, Bruxelles, éd. SA. Historia, 1974, introduction.

17. La revue avait déjà publié des «souvenirs d'anciens» en 1973. Les articles demandés aux historiens du groupe CLIO 70 paraîtront dans la revue *Louvain, Bulletin trimestriel des amis de l'Université de Louvain* en 1974, A. D'HAENENS, «Temps forts de 550 années d'existence», n° 1, pp.16-18, P-P. DUPONT, «Autorités académiques et gouvernement central. Les divertissements des étudiants de Louvain au milieu du 18^e siècle», n° 2, pp.38-56, G. LEMAIRE, «Degrelle à Louvain (1925-1930). Une tranche de vie universitaire», n° 3, pp. 32-58, J-P. NANDRIN, «La vie quotidienne d'un étudiant en médecine à l'époque de l'indépendance belge. Les mémoires de Norbert Cloquet, étudiant à l'université d'état de Louvain de 1831 à 1835», n° 4, pp.13-37.

18. J-P. NANDRIN, «La vie quotidienne d'un étudiant en médecine...» dans *Louvain, Bulletin trimestriel des amis de l'Université de Louvain*, 1974, n° 4, p. 13

retracer ces épisodes louvanistes». Le ton est à la synthèse tout en reposant sur un travail heuristique et de dépouillement exigeant des sources. Le texte est dégagé des notes et références mais une bibliographie donne des pistes pour approfondir la recherche. Les articles sont largement illustrés. La trace est mise en évidence comme un outil pour appréhender le passé et apprendre à le décrire. Ces critères deviendront une règle d'écriture et d'édition.

La série relativement critique par rapport à l'histoire officielle de l'université, n'a pas vraiment plu. Guy Lemaire se souvient de la réaction des lecteurs jugeant son article complaisant pour Degrelle. Le rexisme a traumatisé les anciens, mais les responsables de la revue désavouent aussi l'auteur : «Pas mal de lecteurs de Louvain, ont manifesté aux A.U.L., l'indignation provoquée chez eux par cette évocation beaucoup trop compréhensive à leurs yeux à l'égard d'un personnage qui a trahi son pays et porté l'uniforme de l'ennemi. Cette indignation loin d'être sans justification et les responsables de la revue des A.U.L. sont parfaitement conscients qu'il n'eût pas fallu évoquer le Degrelle étudiant sans dire le mépris que méritent le chef de Rex et l'Obersturmbanführer des SS»¹⁹. Le soutien académique manquant, le groupe Clio 70 traverse cet orage, mais c'est le premier signe d'un désengagement.

Parallèlement à cette intense production, le groupe Clio 70 réfléchit à la formation des historiens ce qui se concrétise par la mise en place d'un Centre de recherche en communication en histoire, le CRCH, dont d'Haenens prendra la direction ainsi qu'un nouveau programme d'étude, une licence en communication en histoire. L'un et l'autre seront reconnus par les autorités académiques en 1975. Le CRCH comprend différentes sections : Guy Lemaire prend en charge l'écrit, Jean Pierre Nandrin, l'image, Luc Roussel, le son, Pierre-Paul Dupont, la représentation corporalisée (théâtre). La trace et son contexte sont gérés par une petite équipe dont Guy Zelis fait partie.

Le CRCH sera un lieu ouvert où les étudiants et étudiantes pourront avec les historiens du groupe CLIO, réfléchir au métier d'historien et à la place de l'histoire dans la vie des gens et dans la société. Cette formation comprend un corpus de cours, mais surtout des soirées-conférences qui se déroulaient dans les locaux du CRCH, au grenier de la rue Marie-Thérèse et des séjours résidentiels qui permettent la rencontre avec des personnes de terrain. J'en serai à partir de 1976. Avec l'institutionnalisation du CRCH et l'intégration dans l'université, le principe de coopération égalitaire s'estompe. Plusieurs prennent petit à petit distance. Le CRCH se transformera progressivement en centre de ressources sur l'histoire de l'écrit tandis que Albert Dhaenens prolongera cette expérience à partir des années 80 dans les Maisons de la Mémoire.

En plus des assistants comme Pierre-Paul Dupont et Guy Zelis, j'y rencontre Jean-Pierre Nandrin et Guy Lemaire devenu enseignant, Luc Roussel, Michèle Stessel pour n'évoquer que ceux et celle qui auront un lien avec le CARHOP. A titre d'exemple, lors d'un séjour résidentiel à Namur, organisé par le CRCH, nous y avons rencontré Pierre Mardaga, éditeur, l'architecte, le chanoine Lanotte et le groupe Namur 80, André Dupont, architecte chargé de la rénovation de la rue des Brasseurs. Du côté des conférences, à côté de sujets comme le journalisme et l'histoire, ou, le sociologue et l'historien avec François Houtart et Jean Remy, je me souviens de celle donnée par un collectionneur de cartes postales, de M. Laurent, chargé du service éducatif aux Archives générales du royaume et surtout du plaidoyer du député-maire communiste Marcel Levaux, pour la sauvegarde du charbonnage de Cheratte. Dans mes papiers sur le CRCH, je constate que Guy Gossuin, permanent des équipes populaires, est invité en 1974, comme conférencier. Ma licence en poche, c'est Guy Zelis qui m'apprend, en mars 1979, l'existence d'un poste de cadre spécial temporaire (CST) aux Equipes populaires. (Souvenirs et papiers de l'auteure)

Du passé faisons table rase ?

En 1976, Jean Chesneaux publie son essai *Du passé faisons table rase ?*²⁰ Il est invité à le présenter à Louvain ainsi que la plateforme politique du **Forum histoire**. La rencontre se fait au domicile des Dupont-Bouchat. La démarche proposée est radicale. Inspiré par la dialectique marxiste, Jean Chesneaux propose de lier lutte politique et travail historique et dépasser la division rigide de la recherche entre ceux qui savent et ceux qui n'ont qu'à assimiler. Il engage les historiens à se mettre du côté des luttes populaires. L'histoire doit être scientifique, mais aussi révolutionnaire. Il propose de quitter les enjeux immédiats pour privilégier «une conscience du temps long, l'intelligence des formations sociales et leur succession, bref les acquis du marxisme». Dans son manifeste, le «**Forum Histoire** se propose :

19. «Degrelle et nous» dans *Louvain, Bulletin trimestriel des amis de l'Université de Louvain*, 1974, n° 4, p. 138

20. J. CHESNEAUX, *Du passé faisons table rase ?* Paris, François Maspero, 1976, 191 p.

- "d'intervenir dans les structures officielles ou quasi officielles de l'histoire pour y aider au progrès d'une critique active avec les usagers et les professionnels de ces structures.
- Approfondir à l'aide du passé les questions posées par la société réelle. Penser politiquement le passé et penser historiquement le présent. Cette réflexion se fait dans des groupes de travail ouverts à la fois aux non-universitaires et aux universitaires. Elle ne peut aboutir que si elle est enracinée dans une pratique...
- Soutenir les expériences de reprise en main de leur passé par les travailleurs eux-mêmes. Les faire connaître. Ces expériences sont nombreuses et les formes de communication multiples : théâtres, montages audiovisuels, débats, films... "21»

Le groupe publie aussi les *Cahiers du forum*. Ce n'est pas une revue d'auteurs, mais un lieu d'échange et de réflexions. Sauf exception, les articles ne sont pas signés, comme signe d'une production collective par analogie aux acteurs de l'action sociale qui eux aussi sont anonymes. Plus tard, dans les premiers travaux du CARHOP, nous adopterons aussi ce principe. Eliane Gubin et Jean Puissant soulignent dans l'hommage qu'ils rendent à Jean-Pierre Nandrin, dans *la Revue Nouvelle* combien ces rencontres et lectures ont marqué son engagement : «ce fut son mai 68» écrivent-ils²². Ce sera pour nous aussi, une découverte et une ligne de conduite.

1977. La crise, une chance pour les travailleurs ?

La crise économique frappe durement les travailleurs et entraîne son lot de fermetures d'usines, de chômage, de manifestations, de grèves avec ou sans occupations d'usine, mais voit aussi naître des initiatives utopiques. À l'instar des travailleurs de l'usine des montres LIPP dans le Jura, organisés en autogestion pour faire tourner l'usine en attendant un éventuel repreneur et dont le slogan donne le ton : «on produit, on vend, on se paie...», des initiatives autogestionnaires sont tentées. Ce seront entre autres, les ouvriers et ouvrières de l'usine textile Daphica, à Tournai, Salik ou les 100 emplois, à Quaregnon et à l'UCL, l'expérience de la coopérative Le Balai Libéré.

Le mouvement Les Équipes populaires sont une organisation constitutive du Mouvement ouvrier chrétien viennent d'être reconnu dans le cadre du tout nouveau décret portant sur l'éducation permanente (1973). C'est un nouveau chapitre de leur histoire qui s'ouvre. L'embauche de permanents permet une professionnalisation de l'action militante. En 1976, les responsables lancent une réflexion sur l'engagement militant : «ce moment de crise que nous vivons, est peut être une chance pour les travailleurs sous-entendus, c'est peut être l'occasion de se remobiliser sur les valeurs essentielles et dépasser le consumérisme latent des années antérieures». Ce sera le thème de la session d'étude prévue à l'automne 1977. Deux intervenants sont sollicités : Jean Neuville (alias Hubert Dewez), historien du mouvement ouvrier, responsable de la formation et de la presse francophone à la CSC avec un exposé, sur que nous dit l'histoire sur ce moment de crise et Raymond Coumont, alors secrétaire fédéral de la CSC du Brabant wallon, qui aborde l'engagement militant. Francisco Schiffino coordonne cette session de formation pour les animateurs, prévue en octobre 1977.²³

Guy Gossuin, permanent national, mais aussi responsable du Centre de promotion audiovisuel (CPC), toujours à l'affût des innovations, connaît Jean-Pierre Nandrin, de longue date. Ils habitent le même quartier et partagent sans doute, les mêmes engagements locaux. Par lui, il connaît le groupe Clio 70 et le CRCH. Pour lancer une dynamique participative au sein du mouvement, il sollicite la collaboration de Jean-Pierre «et de ses amis»²⁴ qui acceptent et déposent une note d'intention sur un projet d'exposition validé par le Centre national des Équipes populaires. L'exposition est itinérante et l'occasion d'organiser des débats et d'animations sur la crise. Elle permet aussi d'éveiller les participants à l'intérêt d'une histoire au service des luttes ouvrières et susciter si possible, des initiatives régionales dans la sauvegarde de la mémoire ouvrière.

21. Extrait *Plateforme politique du Forum histoire (projet)*, 1976. (Documentation de M-T. COENEN)

22. E. GUBIN, J. PUISSANT, «Jean-Pierre Nandrin (1947-2012)», dans *Revue nouvelle*, janvier-février 2013, n° 1-2, pp.17-19.

23. Session de formation pour animateurs locaux, Natoye, 22-23 octobre 1977. Cette partie se base sur les archives des Équipes populaires. Ils conservent toute la genèse de ce qui deviendra le CARHOP avec entre autres les papiers de Guy Gossuin, de Monique Van Dieren et de Claude Clippe. Certains documents se retrouvent également dans les archives d'Hubert Dewez (CARHOP, Fonds Jean Neuville) et au CARHOP évidemment à partir de 1979. Merci à Monique Van Dieren qui m'a aidé en rassemblant ses souvenirs et à Chantal Delchambre, l'archiviste en fonction aux Équipes.

24. C'est ainsi que les permanents nationaux les désignent quand ils évoquent leur collaboration. Il s'agit de Pierre-Paul Dupont, Guy Lemaire et Guy Zelis. Pierre-Paul et Guy Zelis sont animateurs à l'ISCO ce qui est un atout mis en avant par Guy Gossuin auprès de ses collègues. Malgré mes tentatives, ce dernier n'a pu être contacté.

Jean-Pierre Nandrin et Guy Gossuin sont au gouvernail. Monique Van Dieren, stagiaire assistante sociale et ensuite sous contrat EP, est à la disposition du groupe pour les aspects techniques et pratiques. En trois mois, à peine, l'exposition *Histoire ouvrière* est réalisée et montée pour la première fois à Natoye, en octobre 1977. Elle ne suit pas un ordre chronologique, mais propose trois approches : la condition ouvrière, l'action ouvrière, la revendication ouvrière. Les images évoquent le passé et le présent, informant le public sur la réalité passée et l'interpellant sur les conditions présentes. À côté de l'iconographie, des extraits de documents d'archives illustrent la thématique. Les commentaires sont réduits au minimum. Elle mobilise tous les supports : images et traces écrites, mais aussi des enregistrements sur cassette audio, de témoignages de travailleurs. Chaque personne peut suivre l'exposition avec un cassetophone qui donne le fil conducteur. La promotion de l'exposition est soignée : édition de trois posters qui permettent d'annoncer l'exposition, un catalogue pédagogique qui reprend les textes et la reproduction des sources... Nous ne sommes pourtant qu'en 1977 !

L'expérience est concluante : l'exposition remporte un succès certain et commence sa tournée des villes et communes en Wallonie et à Bruxelles. Guy Gossuin à l'occasion des vœux de la nouvelle année 1978, remercie Jean-Pierre et ses amis Pierre-Paul et les deux Guy(s), «votre collaboration nous a permis de faire un pas dans la découverte de l'histoire ouvrière et par là de réaffirmer ou de confirmer nos convictions et celles des militants du mouvement : il s'agit là d'une démarche de grande valeur et vous devez bien en être conscient».²⁵

Les historiens, prolongeant leur collaboration, s'appellent désormais la Cellule mémoire ouvrière des Équipes populaires. De nouveaux projets arrivent : une adaptation de l'exposition pour Bruxelles, une enquête orale sur l'enseignement avec la fédération de Charleroi, une enquête sur la vie ouvrière dans le Brabant Wallon, une exposition sur le Namurois ouvrier dans l'ancienne école de la batellerie à Namur...

Dans la foulée, Guido Vanderhulst qui a vu l'exposition à Natoye, prend contact avec Hubert Dewez qui renvoie à Guy Gossuin et à Jean-Pierre pour apporter leur soutien dans le projet de sauvegarde du site de La Fonderie. Cette collaboration aboutira dans un premier temps à un dossier sur *La fonderie du Vieux Molenbeek*²⁶, comme outil pour interpellier les autorités, revendiquer la sauvegarde de ce patrimoine industriel et porter les revendications citoyennes pour le développement du quartier Bonne-vie. Les quatre historiens continueront par la suite à s'investir dans ce très beau projet que deviendra le Musée de l'histoire de l'industrie et du travail de la région de Bruxelles.

Le «plan Spitaels» lancé en 1978, est une réelle opportunité pour le secteur socio-culturel, pour bénéficier de cadres spéciaux temporaires et développer des initiatives nouvelles dans le secteur. Les Équipes populaires introduisent un dossier qui, après quelques rebondissements, est accepté en mars 1979. Trois personnes peuvent être engagées comme cadres spéciaux temporaires pour développer le futur centre d'histoire ouvrière. Dans un premier temps, leur travail consiste à accompagner l'exposition et les animations régionales, assumer des formations en histoire sociale et surtout amorcer un début de centre de documentation et d'archives. Il faut d'urgence rassembler, classer, trier les traces de l'histoire ouvrière et populaire, auprès de acteurs concernés, avec eux et pour eux.

À côté des animations autour de l'exposition, sont menés de multiples projets qui donnent parfois lieu à des temps forts.

Un souvenir sur la méthode de Jean-Pierre me revient. Pour répondre à la revendication des 36 h, nous réalisons, pour les EP, une brochure sur l'histoire de la réduction du temps de travail à laquelle Jean-Pierre collabore activement. Selon son habitude, il schématise le processus : entre l'émergence de la revendication et la réduction effective du temps de travail, il y a une dialectique entre la lutte sociale et l'inscription de la revendication dans la loi. Devant un public de syndicalistes à Mouscron, Jean-Pierre montre comment la connaissance de l'histoire peut servir la négociation et le résultat attendu. Un vieux militant se lève : j'ai fait les grèves de 32 et de 36. J'ai travaillé 48 puis 45 h toute ma vie. Maintenant, je suis à la retraite et j'apprends qu'en 1936, on avait déjà les 40 heures ! Comment est-ce possible ?»

25. Lettre de GG et de M. De Backer à Jean-Pierre Nandrin, 10 janvier 1978. Archives EP, n° 3109

26. *La fonderie du vieux Molenbeek*, Bruxelles, La Rue - la cellule EP, 1978. Participant aux réunions du groupe Histoire: pour le comité des habitants et l'asbl La rue, Jeanine Vergauwe, Noëlle De Smet, Paul De Meersman, Jean-Marie De Smet, Guido Vanderhulst, + du côté des EP, Francisco Shiffino, Guy Gossuin, Paul Merveille, Monique Van Dieren, Françoise Klein, Guy Lemaire, Guy Zelis, Jean-Pierre Nandrin, Pierre-Paul Dupont. Compte-rendu de la réunion «mémoire ouvrière», 23 mai 1978. Archives EP, n° 2926.

Il y aura ensuite la très belle réalisation *Art et Société en Belgique*²⁷, où nous retraçons le contexte social à travers une exposition photographique et réalisons un dossier pédagogique pour apprendre à décoder l'œuvre, l'artiste et la réalité sociale, auxquels Guy Lemaire contribue. En 1981, à la demande du service de formation de la CSC, nous nous lançons dans l'écriture collective d'un manuel multimédia sur l'histoire sociale. Ce seront les *Outils pédagogiques sur l'histoire du mouvement ouvrier*, en six volumes. Hubert Dewez donne la trame, mais la forme s'inspire directement de la méthode du groupe Clio 70 : analyse critique et synthèse, une bibliographie plutôt que des références, de l'iconographie, la publication des traces écrites, des sources orales avec des témoignages ainsi que d'un montage audio visuel. Il s'agit de mettre le passé à la disposition du plus grand nombre, non seulement des travailleurs, mais aussi des enseignants.

Après deux années de fonctionnement, le Centre national des Équipes populaires décide de créer une ASBL pour «gérer» les salariés ainsi que les activités de la Cellule mémoire ouvrière. La dénomination flotte, quelque temps, entre le Centre d'étude et de recherche en histoire ouvrière, le CERHO, et le Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire, le CARHOP. Le 28 mars 1980, l'ASBL CARHOP est mise sur les rails, Hubert Dewez est président, les historiens et les équipes sont membres du conseil d'administration. Les multiples activités réalisées sur le tas, sont moulées dans l'article 2 des statuts de l'ASBL qui stipule que le CARHOP a pour objet :

- aider à l'expression et à l'enregistrement de la mémoire ouvrière et populaire en recueillant les documents écrits, les documents iconographiques, les témoignages oraux, les documents sonores et audiovisuels qui la reflètent,
- de constituer un centre de documentation, classant... et les rendant accessibles...
- de produire lui-même, à partir de cette documentation des outils pédagogiques restituant l'histoire ouvrière, accessible à tous...
- d'aider les cellules régionales de Mémoire ouvrière et populaire à permettre aux travailleurs de se réapproprier leur histoire,
- d'aider à l'animation d'initiatives relatives à l'histoire ouvrière...²⁸

Le centre est conventionné par le service de la lecture publique et obtient en 1983, sa reconnaissance comme service d'éducation permanente. Le financement devient structurel même si c'est insuffisant pour couvrir les dépenses et permettre l'embauche d'un animateur permanent. L'ASBL peut compter seulement sur des postes subventionnés dans le cadre de la lutte contre le chômage ou la remise au travail des chômeurs de longue durée. C'est un facteur d'insécurité institutionnelle, mais aussi d'incertitudes pour les collaborateurs, de fait, à titre précaire.

La création de l'ASBL change la donne. Déjà, des tensions étaient apparues sur la ligne directrice à donner au centre autour des mots «ouvrier» et/ou «populaire». Pour Jean Neuville, le mot ouvrier est porteur du sens de l'histoire sociale mais non le concept de populaire. Pour les autres historiens, il s'agit de faire une histoire du peuple, sans distinction, la classe ouvrière étant une composante de celui-ci. Le compromis est trouvé : ce sera l'un et l'autre. N'est-ce d'ailleurs pas la dénomination même des Équipes populaires ? Souligne Guy Zelis. Pour les Équipes, un autre danger menace : l'autonomisation du CARHOP. Le «A» renvoie aussi bien à «animation» qu'à «archives». C'est le premier qui est retenu. Il pose la problématique de la frontière entre l'activité du CARHOP auprès des cellules mémoire ouvrière et la maîtrise que les équipes populaires souhaitent garder dans le domaine de l'éducation permanente.

Avoir une équipe permanente modifie aussi le rythme de travail. Les demandes d'intervention se multiplient. Les délais impartis à chaque projet sont difficilement soutenable pour des historiens-bénévoles. Des décisions se prennent, pas toujours en concertation avec les non-permanents. Le tournant institutionnel du centre et la professionnalisation complexifient les relations entre les personnes. L'équipe des historiens s'émiette : Guy Lemaire, puis Pierre-Paul Dupont et finalement Jean-Pierre Nandrin optent plutôt pour un investissement dans le projet du futur musée de la Fonderie, pluraliste et multidisciplinaire. Nous nous retrouverons épisodiquement

27. *Art et Société en Belgique. 1848-1914*, Palais des Beaux Arts de Charleroi, 11 octobre-23 novembre 1980, Exposition réalisée à l'occasion du 150^e anniversaire de l'Indépendance de la Belgique par le Ministère de la Communauté française de Belgique (Relations culturelles internationales-Service de la Diffusion des Arts) et la Ville de Charleroi en collaboration avec la Fédération du Tourisme de la Province du Hainaut, 1980. Jean Neuville et Jean Puissant apportent une contribution au catalogue.

28. Document de travail remis par Hubert Dewez, le 20 janvier 1981. Archives EP, n° 2926. Il en existe plusieurs versions.

autour de collaboration pour les Cahiers de la fonderie. Guy Zelis prolongera sa collaboration pendant une dizaine d'années encore.

Au terme de ce parcours, les options fondamentales élaborées au sein du groupe Clio 70, se sont approfondies et transformées au contact d'un mouvement comme les équipes populaires ou le collectif réuni autour du projet de La fonderie. Il ne s'agit plus simplement de communication en histoire, mais d'une recherche sur le sens de l'histoire ouvrière et populaire, pour et avec les acteurs de celle-ci, qui passe par la conservation des traces de ce passé pour le transmettre aux principaux intéressés sous de multiples formes.

En 1974, paraissait chez Gallimard, la trilogie *Faire de l'histoire* sous la direction de Jacques Le Goff et Pierre Nora – nouveaux problèmes, nouvelles approches et nouveaux objets – dont l'ambition était de présenter l'histoire avec ses interrogations, ses recherches, méthodes et sujets, confrontés aux autres sciences sociales. Y a-t-il encore une place pour l'histoire et l'historien ? s'interrogent les auteurs. Mais plus encore que redorer le blason de la fabrique de l'histoire et «reconquérir» une place privilégiée, les auteurs soulignent que «l'enjeu est avant tout de savoir faire l'histoire dont aujourd'hui a besoin».²⁹ L'essai est français, mais les réflexions et travaux du groupe Clio 70 et de la Cellule mémoire ouvrière s'inscrivent dans cette ligne. «Jean-Pierre et ses amis» avaient l'ambition de faire sortir l'histoire – et les historiens – de leur ghetto académique, d'être dans la société, au service des peuples «sans histoire» mais non plus «sans voix», dans l'agir contemporain : «Faire l'histoire dont aujourd'hui a besoin». Par une réflexion critique permanente, ils conjuguent rigueur scientifique dans l'approche et éducation permanente dans la forme. Pour tous ceux qui s'y sont impliqués à des degrés divers, ces projets étaient une œuvre collective, une production d'équipe dont Jean-Pierre était sans nul doute, le chaînon essentiel, entre eux et les autres. Nos chemins se sont progressivement séparés mais ces options inspirent et guident toujours les priorités du CARHOP.



29. Jacques LE GOFF, Pierre NORA (ss.dir.), *Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes*, Paris, NRF- Éditions Gallimard, 1974, Introduction, p. XIII (Collection Bibliothèque des histoires).

GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANIMATION «MÉMOIRE POPULAIRE»

Pour une histoire populaire...

L'histoire ne peut se limiter à cerner les faits et gestes des grands, à évoquer les moments du passé considérés comme glorieux. Elle doit aussi se pencher sur le passé du plus grand nombre. Cette histoire populaire, jusqu'à présent peu prise en considération, devrait devenir un outil de sensibilisation et de conscientisation.

Se pencher sur l'histoire populaire, ce n'est pas feuilleter un album de souvenirs, c'est d'abord mettre à jour, assumer et poursuivre la dynamique des courants historiques profonds sous cette optique. Il s'agirait de développer chez chacun une attitude d'interrogation et de recherche qui pourrait l'amener à dépasser les interprétations préétablies du passé. Un apprentissage approprié familiarisant les gens avec les vestiges du passé présents dans leur milieu de vie.

Et pour ce faire, les sensibiliser notamment aux traces diversifiées (archives, manuscrits, mais aussi témoignages, photographies, objets divers,...) de leur passé d'individu ou de groupe.

À ce contact, chacun dans sa région, dans sa ville, mais aussi dans sa famille, dans son milieu professionnel, pourra se familiariser à SON histoire.

Apprendre à interroger le passé, pour mieux interroger le présent, peut et doit constituer une contribution à l'autonomie intellectuelle, donc à la formation civique d'un chacun.

Pour que les gens puissent retracer leur histoire et non plus écouter celle des autres, ce qui leur permettra un jour, si du moins les pouvoirs en place y consentent, de faire leur histoire au lieu de la regarder.

Dans cette perspective, s'est constitué un groupe de recherche et d'animation, préoccupé d'histoire populaire, composé (...) d'historiens et de responsables d'animation en milieu populaire, ce groupe se propose de mettre en place un ensemble de moyens scientifiques et techniques propres à sensibiliser à la «mémoire populaire» et à permettre à ceux qui le souhaitent de disposer de l'information et de l'outillage nécessaire à son exploration. (...)

Tout ceci implique la constitution d'un archivage des traces créées et conservées en milieu populaire «et particulièrement en milieu ouvrier». Il s'agit de collecter, de cataloguer et de conserver témoignages oraux ou écrits, documents photographiques ou sonores, objets divers... Cette «mémoire populaire» n'aura toutefois d'intérêt que dans la mesure où elle sera constituée par et pour les premiers intéressés à savoir les gens eux-mêmes. Cette vaste entreprise constitue la démarche prioritaire du groupe.

Extrait de la Déclaration d'intention pour justifier l'obtention d'un Cadre spécial temporaire, [1978]. Archives EP, n° 2926. En fait, ce texte qui décline les objectifs du projet connaît de multiples adaptations en fonction des besoins. Il figure quasi à l'identique dans le dossier réalisé pour défendre le projet de la fonderie. Voir La fonderie du vieux Molenbeek, décembre 1978, p. 96. Nos deux centres ont donc de la même source d'inspiration.